

Art. 2. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1993 et expire le 31 mars 1993.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 novembre 1993.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1993 en verstrijkt op 31 maart 1993.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 november 1993.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 2879

[C — 29570]

29 NOVEMBRE 1993. — Décret relatif aux pensions de retraite allouées aux agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

TITRE PRELIMINAIRE. — *Champ d'application*

Article 1er. Une pension de retraite à charge de la RTBF est allouée aux agents définitifs de la RTBF aux conditions et selon les modalités déterminées par le présent décret.

TITRE 1er. — *Du droit à la pension et des services admissibles*

CHAPITRE 1er. — *Pensions de retraite pour raison d'âge et d'ancienneté*

Art. 2. Les agents sont mis à la retraite le premier jour du mois qui suit celui de leur soixante-cinquième anniversaire. Ils sont admis à la pension s'ils comptent vingt années de services et périodes admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Art. 3. Les agents peuvent être admis à la pension à partir de l'âge de soixante ans s'ils comptent vingt années de services et périodes admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Art. 4. Le bénéfice de l'article 3 est accordé à la demande des intéressés. Cette demande doit être introduite six mois au moins avant la date à laquelle l'agent désire être admis à la pension.

Art. 5. Sont admissibles pour l'ouverture du droit à la pension et pour le calcul de la pension à charge de la RTBF :

1° les services et les périodes statutaires qui donnent droit à un traitement d'activité à charge de la RTBF. Sont assimilés aux services rémunérés par un traitement d'activité, les périodes de congés pour maladie et les périodes de disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente, pour autant que l'intéressé n'ait pas été assujéti, au cours de ces périodes, à un autre régime de pension;

2° les périodes durant lesquelles l'agent a effectué des services à la RTBF dans les liens d'un contrat de travail avant sa nomination dans le cadre des agents de la RTBF. Les services à prestations incomplètes inférieurs à la moitié d'un temps plein sont négligés;

3° les services visés aux alinéas 1° et 2° accomplis à la Radio nationale belge, à l'Institut national de Radiodiffusion et dans l'un des Instituts de la Radio-Télévision belge;

4° a) les services militaires effectifs et le temps passé aux armées sur pied de guerre ainsi que les services rendus dans la protection civile ou consacrés à des tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées par l'arrêté royal du 20 février 1980;

b) le temps pendant lequel les agents de l'INR ont été emprisonnés ou déportés pour motifs patriotiques ou pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions;

c) le temps pour lequel des personnes bénéficient du statut des résistants civils, des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, pour autant qu'elles soient entrées en service avant le 1er août 1955 ou que les services coloniaux qu'elles sont autorisées à faire valoir pour le droit ou le calcul de leur pension métropolitaine aient débuté avant cette date et que ce temps ne soit pas déjà pris en considération à un autre titre;

d) le temps pour lequel des personnes bénéficient de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de résistant au nazisme dans les régions annexées, pour autant qu'elles soient entrées en service avant le 1er août 1955 ou que les services coloniaux qu'elles sont autorisées à faire valoir pour le droit ou le calcul de leur pension métropolitaine aient débuté avant cette date et que ce temps ne soit pas déjà pris en considération à un autre titre;

e) le temps pour lequel des personnes bénéficient du statut des prisonniers politiques de la guerre 1940-1945, pour autant qu'elles soient entrées en service avant le 1er août 1955 ou que les services coloniaux qu'elles sont autorisées à faire valoir pour le droit ou le calcul de la pension métropolitaine aient débuté avant cette date et que ce temps ne soit pas déjà pris en considération à un autre titre;

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — Nos 119 — n° 1 : projet de décret, n° 2 : rapport.

Session 1993-1994.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 25 novembre 1993.

f) pour le calcul de la pension :
 — le temps de présence réelle au corps, passé aux armées sur pied de guerre, est compté double ou triple d'après les règles établies pour l'obtention de la pension militaire pour ancienneté de services;
 — les périodes visées aux alinéas b, c, d, e sont comptées pour leur durée réelle, double ou triple, conformément aux dispositions applicables aux pensions de retraite des agents de l'Etat.

5° les services d'Afrique rétribués par la Colonie du Congo belge ou le Rwanda ou le Burundi; les services rendus par les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique sont pris en considération pour le calcul de la pension, conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 21 mai 1984 portant coordination des lois relatives au personnel d'Afrique, lorsqu'il s'agit d'agents entrés au service des Instituts de la Radio-Télévision belge, après avoir effectué plus de trois ans et moins de quinze ans comme membre du personnel de carrière des cadres d'Afrique;

6° le temps passé au service de l'UER ainsi que le temps de détachement dans les filiales dont la RTBF détient au moins 50 p.c. du capital; ces périodes ne sont pas admises pour le calcul de la pension à charge de la RTBF;

7° la période de détachement dans un cabinet ministériel;

8° la période de détachement dans une organisation syndicale agréée, en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;

9° la période du congé pour cause de mission spéciale, selon les modalités définies ci-après :

a) les décisions du Conseil d'administration qui autorisent la mission spéciale peuvent prévoir que sa durée est admissible, tant pour l'ouverture du droit à la pension que pour son calcul; la durée admissible ne peut cependant excéder un an que si les retenues et l'allocation visées à l'article 3 b et c du décret du 18 mai 1992 créant un Fonds des pensions des membres du personnel définitif de la Radio-Télévision belge de la Communauté française et de leurs ayants droit sont versées à ce Fonds;

b) en aucun cas, les périodes de mission ne peuvent être comptées pour une durée excédant celle des prestations effectives de la carrière;

c) si durant l'exercice d'une mission spéciale, l'agent a créé des droits à une autre pension de retraite accordée par un régime de pension établi en vertu d'une législation étrangère ou par un régime de pension d'une institution de droit international public, ou s'il bénéficie d'une pension d'invalidité ou perçoit un capital qui en tient lieu, les périodes auxquelles se rapportent ces avantages ne sont pas prises en considération pour le calcul de la pension;

10° la période de stage statutaire dans autre emploi d'un service public pour autant qu'elle n'ouvre pas un droit à une pension dans un autre régime public de pensions;

11° les périodes de congé parental et de congé pour motif impérieux d'ordre familial;

12° les périodes d'interruption de la carrière professionnelle ou de réduction des prestations selon les modalités définies ci-après :

a) pour les douze premiers mois : la durée qui aurait été prise en considération si l'interruption de la carrière ou la réduction des prestations n'étaient pas intervenues;

b) pour les quarante-huit mois suivants : les périodes pour lesquelles l'agent a versé une cotisation personnelle telle que prévue à l'article 31 du décret relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la RTBF et établie, selon le cas, sur la base du traitement dont il aurait bénéficié s'il était resté en service ou sur la différence entre ce traitement et celui qu'il perçoit effectivement, ces périodes étant prises en considération de la manière prévue au a.

Le versement de cette cotisation n'est pas requis durant vingt-quatre mois au maximum pour les périodes pendant lesquelles l'agent ou son conjoint habitant sous le même toit perçoit des allocations familiales pour un enfant de moins de six ans.

La cotisation personnelle est versée au Fonds des pensions.

L'agent qui désire valider les périodes visées ci-dessus est tenu de souscrire l'engagement d'effectuer les versements requis.

Seules sont validées les périodes et les fractions de période d'interruption de carrière ou de réduction des prestations pour lesquelles les cotisations sont versées au Fonds des pensions avant la date de prise de cours de la pension mais au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle durant laquelle se situe la période ou la fraction de période que l'agent désire valider;

c) en aucun cas, les périodes d'interruption de la carrière professionnelle ne pourront être comptées pour une durée excédant celle des prestations effectives de la carrière.

CHAPITRE II. — Pensions de retraite pour inaptitude physique

Art. 6. Peuvent être admis à la pension pour inaptitude physique, quels que soient leur âge et la durée de leurs services, les agents qui sont reconnus par l'autorité médicale compétente inaptes à poursuivre l'exercice de leurs fonctions ou d'autres fonctions par voie de réaffectation dans un emploi mieux en rapport avec leurs aptitudes physiques.

Art. 7. La pension pour cause d'inaptitude physique est accordée à titre temporaire pour deux ans.

Toutefois, elle peut être accordée à titre définitif si l'autorité médicale compétente constate que l'agent est définitivement incapable de remplir d'une manière régulière ses fonctions ou d'autres fonctions par voie de réaffectation.

Art. 8. § 1er. La décision administrative qui admet à la retraite pour inaptitude physique prend effet le premier jour du mois qui suit la notification à l'agent de la décision rendue en première instance par l'autorité médicale compétente, s'il s'agit d'une décision à l'égard de laquelle il n'a pas été interjeté appel ou qui a été confirmée en degré d'appel, ou le premier jour du mois qui suit la notification à l'agent de la décision d'appel lorsque celle-ci annule la décision rendue en première instance.

Toutefois, dans le cas où la suite de circonstances particulières, l'agent a continué l'exercice de sa fonction, sans contrevenir par là au décret, la décision de mise à la retraite ne peut produire ses effets à une date antérieure à celle où il a en fait cessé d'exercer sa fonction. Il en est de même s'il s'agit d'un agent ayant interjeté appel d'une décision d'inaptitude physique et auquel la poursuite de ses activités n'a pas été interdite par la RTBF, sans que la mise à la retraite puisse être postérieure au premier jour du mois qui suit la notification à l'agent de la décision rendue en degré d'appel.

§ 2. L'agent est déclaré inapte si, à l'expiration d'un délai de douze mois prenant cours à la date de la notification à lui faite d'une décision définitive le déclarant inapte à l'exercice de ses fonctions mais apte à l'exercice d'autres fonctions par voie de réaffectation, la RTBF atteste qu'il n'a pas été possible de le réaffecter.

Art. 9. L'agent admis à la pension temporaire peut obtenir un réexamen médical lorsqu'il s'est écoulé au moins six mois depuis l'examen précédent.

L'autorité médicale compétente peut décider à tout moment de réexaminer l'agent. En tout état de cause, elle est tenue de procéder à un réexamen entre le sixième et le troisième mois qui précède la date d'expiration de la période de deux ans.

Art. 10. La pension temporaire devient définitive à l'expiration de la période de deux ans, si l'agent n'a pas été repris en service ou placé en instance de réaffectation.

Art. 11. Si le bénéficiaire d'une pension temporaire est repris en service et reste en fonction jusqu'à l'âge de la retraite, la période durant laquelle il a bénéficié de sa pension temporaire est admissible pour l'octroi et le calcul de sa nouvelle pension.

Art. 12. L'agent à qui une décision rendue en première instance par l'autorité médicale compétente a été notifiée peut, dans les dix jours qui suivent l'expédition de la notification, demander que les raisons médicales de cette décision lui soient communiquées.

S'il estime ne pouvoir se rallier aux raisons qui lui sont communiquées, il est tenu, sous peine de forclusion, de recourir endéans les dix jours de la notification qui lui est adressée, exclusivement à l'une des deux procédures suivantes :

— soit adresser à l'autorité médicale compétente une demande d'examen par un médecin qu'il désigne en consultation avec le médecin relevant de l'autorité médicale compétente qui l'a examiné. La consultation se tient au lieu de l'examen, ou au domicile de l'intéressé s'il ne peut se déplacer;

— soit adresser à l'autorité médicale compétente un rapport circonstancié, établi par un médecin qu'il désigne, rencontrant les arguments d'ordre médical sur lesquels la décision s'appuie.

Dans la première éventualité, les médecins en présence consignent dans un rapport unique le résultat de leurs investigations et, le cas échéant, les points sur lesquels ils n'ont pu se mettre d'accord.

Dans la deuxième éventualité, l'autorité médicale compétente consignera, au besoin après examen de l'agent, dans un rapport distinct, ses propres constatations et conclusions.

L'autorité médicale compétente notifiera sa décision rendue en degré d'appel à l'agent dans les trente jours suivant l'introduction de la demande de consultation ou l'expédition du rapport circonstancié.

Si la procédure d'appel choisie n'aboutit pas à un accord entre les parties, il appartient à l'agent de saisir les tribunaux compétents.

Art. 13. § 1er. L'agent qui a atteint l'âge de soixante ans est admis d'office à la pension pour inaptitude physique le premier jour du mois qui soit celui au cours duquel, sans avoir été reconnu définitivement inapte, il compte, depuis son sixième anniversaire, soit par congé, soit par disponibilité, soit par l'un et l'autre, 365 jours d'absence pour cause de maladie ou 548 jours s'il s'agit d'un invalide de guerre.

Pour le calcul des délais de 365 et 548 jours visés à l'alinéa premier, il n'y a pas lieu de tenir compte :

1° des absences provoquées par un accident du travail, par un accident survenu sur le chemin du travail ou par une maladie professionnelle;

2° des demi-jours d'absence pendant lesquels l'agent est autorisé à s'absenter en exécution d'un régime réglementaire de prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, le nombre de demi-jour étant limité à 180.

§ 2. Le § 1er est également applicable à l'agent qui a été admis à la pension temporaire. A cet effet, la pension temporaire est, pour le calcul des délais de 365 et 548 jours, assimilé à une absence pour cause de maladie.

§ 3. La mise à la retraite pour inaptitude physique de l'agent qui a atteint l'âge de soixante ans et qui est reconnu définitivement inapte par l'autorité médicale, est, lorsqu'il n'a pas épuisé le nombre de jours d'absence pour maladie auquel le statut lui donne droit, retardée jusqu'au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il les aura épuisés et au plus tard le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ces absences auront atteint 365 jours depuis son sixième anniversaire ou 548 jours s'il s'agit d'un invalide de guerre.

TITRE II. — Du calcul de la pension

Art. 14. Chaque année de services et périodes admissibles pour le calcul de la pension est prise en compte à raison de 1/55e de la rémunération moyenne totale brute des cinq dernières années d'activité.

Les services et périodes admissibles sont comptés en mois du calendrier; les jours qui, dans le total, ne forment pas un mois, sont négligés.

Si une période d'interruption de la carrière professionnelle, de réduction des prestations ou de disponibilité avec traitement d'attente fait partie de la période prise en considération pour la fixation des traitements servant de base au calcul de la pension de retraite, il est tenu compte du traitement dont l'agent aurait bénéficié s'il était resté en service.

Art. 15. Font partie de la rémunération totale brute au sens du présent décret : le traitement, l'allocation de foyer et de résidence, l'indemnité de direction calculée selon les montants fixés en 1945 par le Conseil de Gestion de l'INR et liés à l'index depuis 1953, l'indemnité d'intérim et l'allocation compensatoire.

Le Gouvernement peut compléter l'énumération prévue au § 1er par l'indication d'autres allocations ou indemnités analogues.

Art. 16. Le calcul de la pension est établi à tout moment en fonction de la rémunération totale brute due à un agent en activité de service de même grade et de même ancienneté.

TITRE III. — Montants minima garantis de pension

Art. 17. Le présent titre ne s'applique pas aux personnes qui bénéficient d'une pension accordée du chef de l'exercice d'une fonction accessoire.

CHAPITRE Ier. — Champ d'application et définitions

Art. 18. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « fonction accessoire », la fonction qui donne ou donnerait lieu à l'octroi d'une pension fixée conformément au Titre VI du présent décret relatif aux services à prestations incomplètes et pour laquelle le rapport visé à l'article 36 du présent décret est inférieur à 5/10.

2° « retraité isolé », le pensionné masculin ou féminin qui est célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps et de biens.

3° « retraité marié », tout autre pensionné.

4° « montant minimum garanti », le montant minimum de pension auquel une personne peut prétendre en application du présent titre.

5° « supplément », le montant qui est ajouté au taux nominal de la pension pour atteindre le montant minimum garanti.

6° « rétribution garantie », la rétribution visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères, et octroyée aux agents qui en matière de sécurité sociale sont soumis uniquement au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé.

CHAPITRE II. — *Montants minima des pensions de retraite*

Section 1re. — Pensions de retraite pour raison d'âge ou d'ancienneté

Art. 19. Pour les agents mis à la retraite en raison de leur âge ou de leur ancienneté et ayant atteint l'âge de soixante ans, le montant minimum garanti est fixé à :

- 357 843 francs par an pour un retraité isolé;
- 447 304 francs par an pour un retraité marié.

Section 2. — Pensions de retraite pour inaptitude physique

Art. 20. Pour les agents mis à la retraite pour inaptitude physique ou mis à la retraite d'office conformément à l'article 13 du présent décret, le montant minimum garanti est fixé à :

- 50 p.c. de la rémunération moyenne totale brute des cinq dernières années de la carrière pour un retraité isolé;
- 62,5 p.c. de cette rémunération moyenne totale brute pour un retraité marié.

Les majorations du montant initial de la pension qui interviennent après la date de prise de cours de la pension à la suite de l'évolution de la rémunération totale brute entraînant une majoration proportionnelle de la rémunération moyenne totale brute visée au § 1er.

Lorsque la rémunération moyenne totale brute visée au § 1er est inférieure à 715 687 francs, elle est portée à ce montant.

Le montant minimum garanti pour cause d'inaptitude physique ne peut excéder ni 75 p.c. du maximum de l'échelle barémique attachée au dernier grade dont l'intéressé était titulaire avant sa mise à la retraite, ni 100 p.c. de la rétribution garantie s'il s'agit d'un retraité isolé ou 125 p.c. de cette rétribution s'il s'agit d'un retraité marié.

Art. 21. Les personnes mises à la retraite pour inaptitude physique ou mises à la retraite d'office conformément à l'article 13 du présent décret, et qui remplissent les conditions pour pouvoir prétendre au minimum prévu à l'article 19, obtiennent ce dernier minimum s'il est plus favorable que celui auquel elles pourraient prétendre en application de l'article 20.

Les personnes visées à l'alinéa 1er qui ont obtenu le bénéfice de l'article 19 ne peuvent plus ultérieurement prétendre au bénéfice de l'article 20.

Art. 22. Lorsque des pensionnés mariés peuvent chacun prétendre à un des montants minima garantis prévus aux articles 19 ou 20, seul peut obtenir le bénéfice de ces dispositions celui des conjoints qui peut prétendre au montant minimum garanti le plus élevé, ou, si ce montant est identique pour chacun des conjoints, celui dont le taux nominal de la pension est le moins élevé.

Art. 23. § 1er. Les montants visés aux articles 19 et 20 sont liés à l'indice 138,01 des prix à la consommation. Les montants visés à l'article 19 ainsi que le supplément découlant de l'application de l'article 20 varient en fonction de l'évolution de cet indice de la même manière que les pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.

§ 2. Les montants visés aux articles 19 et 20 peuvent être majorés par le Gouvernement dans la limite de la péréquation des barèmes.

Art. 24. Le bénéfice des dispositions du présent chapitre est accordé d'office.

CHAPITRE III. — *Supplément accordé en cas de handicap grave*

Art. 25. § 1er. Un supplément forfaitaire de 49 020 francs par an, s'ajoutant au taux nominal ou au montant minimum garanti de la pension, est accordé aux agents qui sont mis à la retraite pour inaptitude physique à la suite d'un handicap grave qui est survenu au cours de la carrière et qui les a écartés définitivement du service. Ce supplément est également accordé aux agents mis à la retraite d'office conformément à l'article 13 du présent décret et pour lesquelles les absences pour cause de maladie précèdent la mise à la retraite résultant de leur handicap grave.

Le bénéfice de l'alinéa 1er est réservé aux personnes pour lesquelles la perte du degré d'autonomie résultant du handicap grave est fixé à 12 points au moins selon le mode d'évaluation prévu par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités ainsi que la procédure d'octroi du supplément prévu au § 1er. Il peut majorer le montant de ce supplément dans la limite de la péréquation des barèmes.

Art. 26. Le supplément visé à l'article 25 est lié à l'indice 138,01 des prix à la consommation et varie en fonction de l'évolution de cet indice de la même manière que les pensions de retraite à charge du Trésor public.

TITRE IV. — *Montants maxima de la pension de retraite*

Art. 27. La pension de retraite ne peut excéder les 75 p.c. de la rémunération totale brute qui sert de base à sa liquidation. Toutefois, les bonifications de temps accordées du chef d'emprisonnement, de déportation, de services militaires de guerre et des services y assimilés, produisent leurs effets dans la limite extrême des 90 p.c. de ce traitement.

En outre la pension, y compris les bonifications précitées, ne peuvent excéder le montant de 1 891 245 francs. Ce montant est lié à l'indice 138,01 des prix à la consommation et varie en fonction de l'évolution de cet indice de la même manière que les pensions de retraite à charge du Trésor public.

Art. 28. Le montant maximum de 1 891 245 francs prévu à l'article 27 peut être majoré par le Gouvernement dans la limite de la péréquation des barèmes.

TITRE V. — *Bonification pour diplômes*

Art. 29. Les diplômes de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire, et de l'enseignement supérieur technique, artistique ou maritime de plein exercice, correspondant à des études d'une durée égale ou supérieure à deux ans, donnent lieu à l'octroi d'une bonification de temps, si la possession de ces diplômes a constitué une condition à laquelle l'intéressé a dû satisfaire, soit à l'occasion de son recrutement, soit à l'occasion d'une nomination ultérieure.

Bénéficient également d'une bonification de temps, les agents en possession de ces diplômes qui ont été recrutés ou nommés au grade de journaliste ou de producteur après une épreuve de niveau universitaire.

Les diplômes de l'enseignement de jour qui, au moment où ils ont été obtenus, ne relevaient pas de l'un des enseignements supérieurs visés à l'alinéa 1er, mais qui, au 1er janvier 1970, relèvent de ce niveau d'enseignement, peuvent également donner lieu à l'octroi d'une bonification de temps, pour autant que :

1° ces diplômes aient été obtenus à l'issue d'études dont les conditions d'accès et la durée n'ont pas ou n'auraient pas permis à leur titulaire d'entrer en fonction avant l'âge de 19 ans;

2° la possession de ces diplômes ait constitué une condition à laquelle l'intéressé a dû satisfaire pour accéder à une fonction en rapport avec la nature des études effectuées.

Les agents nommés en application de l'arrêté royal du 2 avril 1979 relatif au recrutement à certains grades à la RTBF, porteurs d'un diplôme requis pour le recrutement à leur grade, bénéficient de la bonification prévue pour le présent titre.

Art. 30. La bonification est égale au nombre minimum d'années d'études requis pour l'obtention du diplôme. Elle ne peut toutefois excéder quatre années que si, pour l'exercice d'une fonction spécialisée, un diplôme ayant nécessité des études plus longues a été requis.

La bonification octroyée conformément à l'article 29, alinéa 3, ne peut excéder deux années.

Art. 31. § 1er. Si pendant tout ou partie de la durée de ses études, l'intéressé a rendu des services civils ou militaires et assimilés qui entrent en ligne de compte pour le calcul de sa pension, la durée desdits services coïncidant avec la période des études est déduite de la durée des études susceptibles d'être bonifiées.

Si pendant tout ou partie de la durée de ses études, l'intéressé a exercé une activité professionnelle qui entre en ligne de compte pour le calcul d'une pension dans un des régimes belges ou étrangers de sécurité sociale, ou s'il a validé, à l'égard d'un de ces régimes, la durée de ses études par des versements personnels, la part de cette pension qui correspond aux services coïncidant avec la période des études ou qui découle de la validation effectuée, est déduite de l'accroissement de pension résultant de la bonification.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la durée des services militaires de guerre et assimilés rendus avant l'âge de 19 ans n'est pas déduite de la bonification.

§ 2. La durée additionnée de la bonification, éventuellement réduite en application du § 1er, et des services effectifs de toute nature postérieurs à l'âge de 19 ans qui sont supputés dans le calcul de la pension, ne peut excéder la durée comprise entre la date à laquelle l'intéressé a atteint l'âge de 19 ans et celle de sa mise à la retraite.

Art. 32. La durée bonifiée est prise en considération tant pour la détermination du droit à la pension que pour la fixation de son montant. Elle intervient à raison, par année, de 1/60 de la rémunération totale brute qui sert de base à l'établissement de la pension.

Art. 33. Si un diplôme peut intervenir à un double titre dans le calcul d'une même pension, il n'est accordé qu'une seule bonification de temps qui est, le cas échéant, calculée selon les dispositions produisant les effets les plus favorables.

TITRE VI. — *Services à prestations incomplètes*

Art. 34. Pour l'ouverture du droit à la pension, il n'est pas tenu compte de la réduction de temps découlant de services à prestations incomplètes autorisés conformément à des dispositions statutaires.

Les services à prestations incomplètes visés à l'article 5, 2°, sont pris en considération à concurrence de la fraction qu'ils représentent par rapport aux mêmes services à prestations complètes.

Art. 35. Pour le calcul des pensions de retraite, les services à prestations incomplètes sont pris en considération à concurrence de la fraction qu'ils représentent par rapport aux mêmes services à prestations complètes.

Toutefois, lorsqu'un agent a obtenu un congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales ou familiales ou pour cause de maladie ou d'infirmité, il est censé avoir poursuivi pendant ce congé son activité immédiatement antérieure.

Lorsqu'au cours d'une période, l'agent a exercé simultanément des fonctions à prestations incomplètes donnant lieu à une pension unique à charge de la RTBF, la durée à prendre en considération du chef de ces fonctions est obtenue en additionnant, pour chaque période durant laquelle les prestations dans les différentes fonctions sont restées constantes, les fractions visées à l'alinéa 1er et relatives à chacune de ces fonctions sans que le total par période considérée puisse dépasser l'unité.

Art. 36. Lorsque la période considérée pour l'établissement du revenu qui sert de base au calcul de la pension comporte des services à prestations incomplètes, il est tenu compte pour la fixation de ce revenu des traitements afférents aux mêmes services à prestations complètes.

Art. 37. Lorsqu'il est fait application du présent titre pour le calcul des pensions de retraite, les montants maxima visés au Titre IV doivent être multipliés par le rapport existant entre la durée des services à prestations incomplètes et la durée non réduite de ces mêmes services.

Art. 38. Pour le calcul de la pension de retraite pour cause d'aptitude physique, les pourcentages visés par l'article 20 sont multipliés par le rapport existant entre la durée des services à prestations incomplètes et la durée non réduite de ces services, le revenu servant de base au calcul de la pension étant celui prévu par l'article 37.

Les nouveaux pourcentages résultant de l'alinéa 1er sont établis jusqu'à la quatrième décimale inclusivement.

Art. 39. Les articles 37 et 38 ne sont cependant pas applicables lorsque le total des services admissibles correspond à au moins vingt ans de services à prestations complètes.

TITRE VII. — Pension immédiate ou différée

Art. 40. Les agents qui ont terminé leur carrière après la date d'entrée en vigueur du présent décret peuvent être admis à la pension le premier jour du mois qui suit celui de leur soixantième anniversaire ou le premier jour du mois qui suit la cessation de leurs fonctions si elle est postérieure, à la condition de compter au moins cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Le § 1er n'est toutefois pas applicable aux agents dont les services ont pris fin à la suite de sanctions disciplinaires de révocation ou de démission.

Lorsqu'un agent a terminé sa carrière dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et qu'ultérieurement il preste à nouveau des services admissibles, seuls les services accomplis à partir de la reprise de fonction peuvent entrer en ligne de compte pour l'octroi et le calcul de la pension de retraite.

Art. 41. La pension accordée en exécution de l'article 40 est soumise aux dispositions régissant les pensions de retraite dans le régime du personnel définitif de la RTBF tel qu'il est en vigueur à la date de prise de cours de la pension.

Elle ne peut toutefois excéder les trois quarts de la rémunération totale brute qui sert de base à sa liquidation que si, pour le calcul de cette pension, entrent en ligne de compte des bonifications de temps accordées du chef d'emprisonnement, de déportation, de service militaire de guerre ou de service y assimilé.

Art. 42. Pour les agents qui ne comptent pas vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension :

1° les services et périodes pendant lesquels ces personnes se sont constituées des droits, soit à une pension non visée à l'article 40, soit à une pension au titre d'ancien membre du personnel de carrière des cadres d'Afrique, ne sont pas pris en considération pour le calcul de la pension;

2° les services et périodes admissibles n'interviennent que pour leur durée simple.

Art. 43. Pour le calcul de la pension accordée en vertu du présent titre, le Gouvernement peut déterminer des barèmes de traitements fictifs pour les fonctions qui ont cessé d'exister ou dont les traitements n'auraient pas été affectés par l'évolution générale des rémunérations.

Art. 44. Le bénéfice du présent titre est subordonné à l'introduction d'une demande qui doit être adressée au plus tôt dans les douze mois qui précèdent la date à laquelle la pension doit prendre cours conformément à l'article 40.

Si la demande est introduite plus d'un an après cette dernière date, la pension prendra cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a été introduite.

Art. 45. Pour les agents qui ne comptent pas vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion de la bonification pour diplôme, la bonification de temps pour diplôme prévue par le Titre V du présent décret n'est prise en considération qu'à concurrence du rapport existant entre la durée, exprimée en années, desdits services admissibles et le nombre vingt.

Art. 46. Les dispositions du Titre III ne sont pas applicables aux bénéficiaires d'une pension prévue par le présent titre.

TITRE VIII. — Dispositions particulières ou transitoires**CHAPITRE Ier. — Dispositions particulières applicables aux membres du personnel définitif en service à la date d'entrée en vigueur du présent décret**

Art. 47. § 1er. Les agents en service à la date d'entrée en vigueur du présent décret conservent le bénéfice des règles particulières ci-après, qui constituaient des éléments spécifiques de leur régime antérieur.

1° Ces agents peuvent être admis à la retraite à 65 ans dès qu'ils comptent dix années de services statutaires à la RTBF.

2° Chaque année de services et périodes admissibles pour le calcul de la pension est prise en compte à raison de 1/55 de la rémunération moyenne totale brute des deux dernières années d'activité.

3° Les agents féminins qui étaient en service dans un emploi de la RTB au 31 décembre 1960 et qui comptent trente années de services ou périodes admissibles en application des règles qui constituaient leur régime, peuvent être admis à la pension à leur demande à partir du premier jour du mois qui suit celui de leur cinquante-cinquième anniversaire.

4° Les services considérés comme emploi sous régime contractuel à prestations complètes, par l'article 5 de l'arrêté royal du 2 avril 1979 relatif au recrutement à certains grades de la RTBF, sont assimilés pour les agents nommés en vertu de cet arrêté à des services admissibles à prestations complètes pour l'ouverture du droit et le calcul de leur pension de retraite.

§ 2. Toutefois, aussi longtemps que la loi du 14 avril 1965 n'aura pas été rendue applicable à la RTBF, conformément à l'article 56 du présent décret, les services susceptibles de conférer des droits à la pension de retraite dans les divers régimes de pension mentionnés à l'article 1er de cette loi seront pris en considération, aussi bien pour l'ouverture du droit que pour le calcul de la pension, lorsque ces services ne donnent aucun droit à une pension prise en charge par l'un de ces régimes de pensions. Ces services sont pris en considération à raison d'un soixantième, par année de service, du traitement moyen brut des cinq dernières années de service.

CHAPITRE II. — Dispositions applicables aux agents démissionnaires, révoqués ou démis avant l'entrée en vigueur du présent décret

Art. 48. Les agents qui ont démissionné de leurs fonctions avant la date d'entrée en vigueur du présent décret peuvent être admis à la pension le premier jour du mois qui suit celui de leur soixante-cinquième anniversaire s'ils comptent à la date de leur démission dix années de services et périodes statutaires leur ayant donné droit à un traitement d'activité ou d'attente à charge de la RTBF.

Les articles 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 47, § 1er, du présent décret sont applicables à cette pension.

Art. 49. L'agent révoqué ou démis par mesure disciplinaire antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, obtient, à dater de sa demande et au plus tôt le premier du mois qui suit celui au cours duquel il a atteint 65 ans, l'équivalent de la pension de retraite accordée dans le régime des travailleurs salariés, pour les services visés à l'article 5, 1°, rendus à l'INR, dans un des instituts de la RTB, ou à la RTBF, qui sont postérieurs au 30 septembre 1953.

**CHAPITRE III. — Dispositions applicables
aux agents pensionnés avant l'entrée en vigueur du présent décret**

Art. 50. Les dispositions du Titre III, à l'exclusion de celles contenues dans le chapitre III, sont applicables aux pensions de retraite en cours. Elles sont appliquées d'office, avec effet au premier du mois qui suivra l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour l'application de l'article 20, le traitement moyen à prendre en considération est celui des deux dernières années; il est établi en fonction de la rémunération totale brute due à un agent en activité de service de même grade et de même ancienneté.

Le présent article ne s'applique pas aux pensions attribuées à des agents qui ont démissionné de leurs fonctions.

Pour le surplus, les pensions en cours avant la date d'entrée en vigueur du présent décret restent régies par les dispositions en vigueur ayant cette date.

**CHAPITRE IV. — Dispositions temporaires
relatives à la pension à partir de 58 ans**

Art. 51. Les agents qui ont atteint ou atteindront leur cinquante-huitième anniversaire avant le 1er juillet 1994 et qui comptent au moins vingt années de services et périodes admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, seront, à leur demande, admis à la pension selon les modalités fixées par le présent chapitre.

Art. 52. La demande de pension doit être introduite trois mois avant la date à laquelle l'agent désire être admis à la pension et au plus tard le 31 décembre 1994.

Art. 53. § 1er. La pension de retraite accordée en exécution du présent chapitre est établie comme si l'agent avait effectivement poursuivi sa carrière, dans son dernier grade, jusqu'au premier du mois qui suit celui de son soixantième anniversaire.

§ 2. En outre, pendant la période qui sépare sa mise à la retraite et le premier du mois qui suit celui de son soixantième anniversaire, l'agent reçoit un complément de pension.

Ce complément de pension est égal à la différence entre sa pension normale et 75 p.c. de la rémunération moyenne totale brute qui sert de base au calcul de sa pension.

Ce complément de pension est payé aux mêmes échéances que la pension et est soumis aux mêmes règles de péréquation et d'indexation.

TITRE IX. — Dispositions particulières et finales

CHAPITRE Ier. — Du pécule de vacances et de l'indemnité pour frais funéraires

Art. 54. Le bénéficiaire d'une pension de retraite a droit à un pécule de vacances, par année de référence s'il a bénéficié de la pension au cours de cette année. On entend par année de référence, l'année civile précédant l'année au cours de laquelle les pécules de vacances doivent être payés.

Le mode de calcul du pécule de vacances est fixé par le Gouvernement sur la base du mode de calcul du pécule de vacances accordé aux agents définitifs de la RTBF, en tenant compte du rapport existant entre la pension de retraite et la rémunération moyenne totale brute telle que définie aux articles 14 et 15.

Le pécule de vacances est diminué d'un douzième par mois de l'année de référence durant lesquels l'agent n'a pas bénéficié de la pension de retraite.

Art. 55. Lors du décès du pensionné, une indemnité en compensation des frais funéraires égale à la mensualité brute de la pension versée avant le décès, est liquidée au profit de son conjoint non divorcé, ni séparé de corps, ou à ses héritiers en ligne directe.

A défaut des ayants droit visés à l'alinéa 1er, cette indemnité est liquidée au profit de toute personne physique ou morale qui justifie avoir assumé les frais funéraires. L'indemnité est équivalente, en ce cas, aux frais réellement exposés, sans cependant pouvoir excéder le montant prévu à l'alinéa 1er.

L'indemnité pour frais funéraires ne peut jamais être inférieure au traitement minimum garanti mensuellement dans le secteur public.

Une retenue de 0,5 p.c. destinée au financement de l'indemnité pour frais funéraires est effectuée sur le montant brut de la pension.

CHAPITRE II. — Carrières mixtes - Interruptions de la carrière

Art. 56. La loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public s'appliquera aux pensions prévues par le présent décret.

Cette application de la loi du 14 avril 1965 ne pourra intervenir que moyennant un arrêté du Gouvernement pris après que ladite loi aura été adaptée afin de permettre son application à la RTBF.

Art. 57. La loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé s'appliquera aux pensions prévues par le présent décret.

Cette application de la loi du 5 août 1968 ne pourra intervenir que moyennant un arrêté du Gouvernement pris après que ladite loi aura été adaptée afin de permettre son application à la RTBF.

Art. 58. Sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de la loi du 5 août 1968, lorsqu'un agent a été assujéti au régime de pensions des travailleurs salariés pour une période au cours de laquelle il a accompli des services admissibles pour le calcul de sa pension, la RTBF déduit de la pension de retraite qui est à sa charge le montant de la pension de retraite à laquelle l'agent peut prétendre à charge de l'organisme de sécurité sociale pour la période concernée.

Art. 59. La démission volontaire entraîne la perte du droit à la pension de retraite lorsque les conditions donnant ouverture à ce droit ne sont pas réunies.

Perdent leur droit à la pension de retraite, les agents dont les services ont pris fin à la suite de la révocation ou démission par mesure disciplinaire.

Ces agents obtiennent toutefois le bénéfice des dispositions prévues à l'article 49 jusqu'au moment où la loi du 5 août 1968, établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, sera applicable à la RTBF.

Lorsqu'une personne a terminé sa carrière dans les conditions prévues à l'alinéa 2 et qu'ultérieurement elle preste à nouveau des services admissibles, seuls les services accomplis à partir de la reprise de fonction peuvent entrer en ligne de compte pour l'octroi et le calcul de la pension de retraite.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 60. Le Conseil d'administration de la RTBF décide, sur avis du Comité paritaire de gestion du Fonds des pensions prévu à l'article 6 du décret du 18 mai 1992 créant un Fonds des pensions des membres du personnel définitif de la RTBF et de leurs ayants droit, de l'octroi des pensions prévues par le présent décret.

Les pensions sont payables par mensualités, anticipativement. Elles sont liées à l'indice des prix à la consommation et varient en fonction de l'évolution de cet indice, de la même manière que les pensions de retraite à charge du Trésor public.

Le Conseil d'administration peut, à la demande d'un agent, suspendre en tout ou en partie le paiement de la pension de retraite à laquelle il a droit en vertu du présent décret.

Art. 61. Le Conseil d'administration de la RTBF détermine l'autorité médicale compétente au sens des dispositions du Titre Ier, chapitre II, et arrête le règlement de procédure.

Art. 62. Au décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droits des agents définitifs de la RTBF, modifié par le décret du 18 mai 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 2, § 1er, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° soit est décédé après avoir quitté définitivement le service, s'il compte cinq années de services et de périodes admissibles pour le calcul de la pension de survie. »

2° l'article 10, § 3, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La rémunération totale au sens des paragraphes précédents est celle définie par l'article 15 du décret relatif aux pensions de retraite allouée aux agents définitifs de la RTBF. »

3° l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. La pension attribuée à chacun des conjoints divorcés est obtenue en multipliant le montant de la pension de survie qui lui reviendrait au titre de conjoint survivant par une fraction dont le numérateur est constitué par l'ensemble des services et périodes admissibles se situant pendant la durée du mariage, et dont le dénominateur est constitué par l'ensemble des services et périodes admissibles, la partie de mois que comporteraient éventuellement ces ensembles étant négligée. »

4° l'article 14 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Si, au décès de l'agent, il y a simultanément un conjoint divorcé, ayant fait valoir ses droits à la pension en temps utile, et un conjoint survivant, il est réparti entre ces bénéficiaires une pension de survie globale calculée conformément aux articles 10, 11 et 15.

La part de cette pension globale attribuée au conjoint divorcé est égale à la pension résultant de l'article 13.

Pour le calcul de la pension globale ainsi que de la part attribuée au conjoint divorcé, il est tenu compte des dispositions de l'article 9, § 1er, alinéas 3 et 4, quel que soit le conjoint qui bénéficie de l'avantage visé à ces alinéas.

La part de la pension attribuée au conjoint survivant est égale à la différence entre la pension globale et la part revenant au conjoint divorcé.

La pension du conjoint survivant n'est pas modifiée en cas de réduction ou de suspension de la pension attribuée en vertu de l'article 13 au conjoint divorcé, ou en cas de décès de ce dernier. »

5° l'article 25 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. Si, au décès de l'agent, il y a simultanément un conjoint survivant et des orphelins de père et de mère qui ne sont pas issus de ce conjoint et de l'agent décédé, il est attribué une pension de survie calculée conformément aux articles 10, 11 et 15. Cette pension est répartie entre les intéressés proportionnellement aux pensions que le conjoint, d'une part, et l'ensemble des orphelins, d'autre part, considérés isolément, auraient obtenues sans que ni l'un, ni les autres ne puissent obtenir une pension plus importante que celle qu'ils auraient obtenue isolément. »

6° l'article 26 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Si, au décès de l'agent, il y a simultanément un conjoint divorcé et des orphelins de père et de mère qui ne sont pas issus de ce conjoint et de l'agent décédé, il est attribué une pension calculée conformément aux articles 10, 11 et 15. Cette pension est répartie entre les intéressés proportionnellement aux pensions que le conjoint divorcé d'une part, et l'ensemble des orphelins, d'autre part, considérés isolément, auraient obtenues sans que ni l'un, ni les autres ne puissent obtenir une pension plus importante que celle qu'ils auraient obtenue isolément. »

7° il est inséré dans le Titre III un article 30bis rédigé comme suit :

« Art. 30bis. Le calcul de la pension est établi à tout moment en fonction de la rémunération totale brute due à un agent en activité de service de même grade et de même ancienneté. »

8° l'article 34, § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque l'agent décédé a été assujéti au régime de pensions des travailleurs salariés pour une période au cours de laquelle il a accompli des services admissibles pour le calcul de sa pension, la RTBF déduit de la pension de survie à sa charge le montant de la pension de survie à laquelle l'ayant droit peut prétendre à charge de l'organisme de sécurité sociale pour la période concernée.

Art. 63. Le règlement de la pension de retraite pour l'octroi d'une pension de retraite à charge de la RTBF et le décret du 15 octobre 1991 fixant les conditions d'âge de mise à la retraite des membres du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française sont abrogés.

Art. 64. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception du chapitre IV du Titre VIII qui sortit ses effets le 1er janvier 1992, du chapitre 1er du Titre VIII qui sortit ses effets les 6 octobre 1993 et du Titre V dont l'entrée en vigueur est fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 novembre 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 93 — 2879

[C — 29570]

29 NOVEMBER 1993. — Decreet betreffende de rustpensioenen
toegekend aan de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF) (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

VOORAFGAANDE TITEL. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Er wordt een rustpensioen ten laste van de RTBF toegekend aan de ambtenaren van de RTBF onder de voorwaarden en volgens de bij dit decreet nader bepaalde regels.

TITEL I. — Het recht op het pensioen en de in aanmerking komende diensten

HOOFDSTUK I. — Rustpensioenen wegens leeftijd en anciënniteit

Art. 2. De ambtenaren worden in ruste gesteld de eerste dag van de maand die volgt op die van hun vijftenzestigste verjaardag. Ze worden tot het pensioen toegelaten als zij twintig jaar diensten en periodes hebben gepresteerd die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het pensioen.

Art. 3. De ambtenaren kunnen tot het pensioen worden toegelaten vanaf de leeftijd van zestig jaar als zij twintig jaar diensten en periodes hebben gepresteerd die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het pensioen.

Art. 4. De bepalingen van artikel 3 kunnen op de betrokkenen die het aanvragen, worden toegepast. De aanvraag moet ten minste zes maanden vóór de datum waarop de ambtenaar tot het pensioen wenst te worden toegelaten, worden ingediend.

Art. 5. Voor de opening van het recht op het pensioen en voor de berekening van het pensioen ten laste van de RTBF, komen in aanmerking :

1° de statutaire diensten en periodes die recht verlenen op een activiteitswedde ten laste van de RTBF. Met de diensten die door een activiteitswedde worden bezoldigd, worden gelijkgesteld, de periodes van verlof wegens ziekte en de periodes van beschikbaarheid met genot van een wachtgeld, voor zover de betrokkene gedurende die periodes niet onder een andere pensioenregeling viel;

2° de periodes gedurende welke de ambtenaar binnen de RTBF diensten heeft gepresteerd in het kader van een arbeidsovereenkomst vóór zijn benoeming in de personeelsformatie van de RTBF. De diensten met onvolledige prestaties die lager zijn dan de helft van een voltijdse prestatie, worden niet in aanmerking genomen;

3° de in de leden 1° en 2° bedoelde diensten die in de Belgische Nationale Radio, in het Nationaal Instituut voor Radio-omroep en in één van de Instituten van de Belgische Radio en Televisie werden gepresteerd;

4° a) de werkelijke militaire diensten en de tijd doorgebracht in het leger op voet van oorlog alsook de diensten gepresteerd bij de civiele bescherming of besteed aan taken van openbaar nut bij toepassing van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 februari 1980;

b) de tijd gedurende welke de ambtenaren van het NIR werden gevangengenomen of gedeporteerd uit hoofde van hun vaderlandse houding of omdat zij geweigerd hebben aan de bevelen van de Duitse overheid te gehoorzamen bij de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt;

c) de tijd waarvoor de personen vallen onder het statuut van burgerlijke weerstander, werkweigeraar of gedeporteerde tot de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, voor zover zij vóór 1 augustus 1955 in dienst zijn getreden of voor zover de koloniale diensten die zij in aanmerking mogen laten komen voor het recht op of de berekening van hun moederlands pensioen vóór die datum begonnen waren, en die periode niet reeds voor andere diensten in aanmerking komt;

d) de tijd waarvoor personen vallen onder de wet van 21 november 1974 houdende statuut van weerstander tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden, voor zover zij vóór 1 augustus 1955 in dienst zijn getreden of voor zover de koloniale diensten die zij in aanmerking mogen laten komen voor het recht op of de berekening van hun moederlands pensioen vóór die datum begonnen waren, en die periode niet reeds voor andere diensten in aanmerking komt;

e) de tijd waarvoor personen het statuut van politieke gevangene van de oorlog 1940-1945 bezitten, voor zover zij vóór 1 augustus 1955 in dienst zijn getreden of voor zover de koloniale diensten die zij in aanmerking mogen laten komen voor het recht op of de berekening van het moederlands pensioen vóór die datum begonnen waren, en die periode niet reeds voor andere diensten in aanmerking komt;

f) voor de berekening van het pensioen :

— telt de tijd werkelijke aanwezigheid in het korps, doorgebracht in het leger op voet van oorlog, dubbel of driedubbel volgens de regels die vastgesteld zijn voor het bekomen van het militair pensioen wegens dienst-anciënniteit;

— tellen de in de leden b, c, d, e bedoelde periodes voor hun werkelijke duur, dubbel of driedubbel, overeenkomstig de bepalingen die toepasselijk zijn op de rustpensioenen van de Rijksambtenaren;

5° de Afrikadiensten, bezoldigd door de Kolonie van Belgisch-Congo of Rwanda of Burundi;

de diensten gepresteerd door de leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika worden in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen, overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 21 mei 1964 houdende coördinatie van de wetten betreffende het personeel in Afrika, als het gaat om ambtenaren die in dienst zijn getreden in de Instituten van de Belgische Radio en Televisie, nadat ze meer dan drie jaar en minder dan vijftien jaar als lid van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika hebben doorgebracht;

(1) Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad. — Nrs. 119, nr. 1. Ontwerp van decreet; nr. 2. Verslag.

Zitting 1993-1994.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 november 1993.

6° de tijd doorgebracht in dienst van de UER alsook de tijd doorgebracht als gedetacheerde in de filialen waarvan de RTBF ten minste 50 pct. van het kapitaal bezit; die periodes komen niet in aanmerking voor de berekening van het pensioen ten laste van de RTBF;

7° de tijd doorgebracht als gedetacheerde in een ministerieel kabinet;

8° de tijd doorgebracht als gedetacheerde in een erkende vakorganisatie, krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

9° de periode van verlof wegens bijzondere opdracht, volgens de hierna nader bepaalde regels :

a) de beslissingen van de Raad van bestuur waarbij de bijzondere opdracht wordt toegelaten, kunnen bepalen dat de duur ervan zowel voor de opening van het recht op het pensioen als voor de berekening ervan in aanmerking kan komen; de in aanmerking komende duur mag echter slechts langer zijn dan één jaar wanneer de inhoudingen en de toelage bedoeld in artikel 3b en c van het decreet van 18 mei 1992 tot oprichting van een Fonds voor de pensioenen van de vast benoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » en hun rechthebbenden, in dat Fonds worden gestort;

b) in geen enkel geval mogen de opdrachtperiodes geteld worden voor een duur die langer is dan die van de werkelijke loopbaanprestaties;

c) indien de ambtenaar, gedurende de uitoefening van een bijzondere opdracht, rechten heeft gecreëerd op een ander rustpensioen toegekend door een pensioenregeling bepaald krachtens een buitenlandse wetgeving of een pensioenregeling van een instelling onder publiek internationaal recht, of indien hij een invaliditeitspensioen geniet of een kapitaal ontvangt dat als zo'n pensioen geldt, worden de periodes waarop die voordelen betrekking hebben niet in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen;

10° de periode van statutaire stage in een andere betrekking van een openbare dienst, voor zover ze geen recht opent op een pensioen in een andere publiekrechtelijke pensioenregeling;

11° de periodes van ouderschapsverlof en verlof om dwingende redenen van familiaal belang;

12° de periodes van onderbreking van de beroepsloopbaan of van verminderde prestaties, volgens de hierna nader bepaalde regels :

a) voor de eerste twaalf maanden : de periode die in aanmerking zou zijn genomen indien de loopbaan niet was onderbroken of indien de prestaties niet waren verminderd;

b) voor de volgende achtenveertig maanden : de periodes waarvoor de ambtenaar een persoonlijke bijdrage heeft gestort die bedoeld is in artikel 31 van het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » en die bepaald is, naar gelang van het geval, op grond van de wedde die hij zou hebben ontvangen indien hij in dienst was gebleven of van het verschil tussen die wedde en de wedde die hij werkelijk ontvangt. Die periodes komen in aanmerking op de in a bedoelde wijze.

De storting van die bijdrage is gedurende ten hoogste vierentwintig maanden niet vereist voor de periodes tijdens welke de ambtenaar of zijn onder hetzelfde dak wonende echtgenoot kinderbijslag ontvangt voor een kind dat minder dan zes jaar oud is.

De persoonlijke bijdrage wordt in het Fonds voor pensioenen gestort.

De ambtenaar die de hierboven bedoelde periodes wenst te laten gelden is ertoe gehouden de verbintenis aan te gaan de vereiste stortingen te verrichten.

Worden alleen geldig gemaakt, de periodes en periodebreuken van loopbaanonderbreking of vermindering van de prestaties waarvoor de bijdragen in het Fonds voor pensioenen worden gestort voordat het pensioen ingaat, maar uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het jaar gedurende hetwelk de periode of de breuk van een periode die de ambtenaar wenst te doen gelden, ligt;

c) in geen enkel geval kunnen de periodes van onderbreking van de beroepsloopbaan worden geteld als een duur die langer is dan de werkelijke loopbaanprestaties.

HOOFDSTUK II. — *Rustpensioenen wegens lichamelijke ongeschiktheid*

Art. 6. Tot het pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid, ongeacht hun leeftijd en de duur van hun diensten, kunnen worden toegelaten, de ambtenaren die door de bevoegde medische overheid worden erkend als ongeschikt voor het verder uitoefenen van hun ambt of een ander ambt bij wijze van nieuwe aanwijzing voor een betrekking die beter beantwoordt aan hun lichamelijke geschiktheid.

Art. 7. Het pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid wordt tijdelijk voor een periode van twee jaar toegekend.

Het kan echter definitief worden toegekend indien de bevoegde medische overheid vaststelt dat de ambtenaar er definitief niet in staat toe is zijn ambt of een ander ambt bij wijze van nieuwe dienst-aanwijzing regelmatig te vervullen.

Art. 8. § 1. De administratieve beslissing waarbij een ambtenaar wegens lichamelijke ongeschiktheid tot het pensioen wordt toegelaten, heeft uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving aan de ambtenaar van de beslissing die in eerste instantie door de bevoegde medische overheid werd getroffen, als het gaat om een beslissing ten aanzien waarvan geen beroep werd ingesteld of die in beroep werd bevestigd, of de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving aan de ambtenaar van de beslissing die in beroep werd genomen wanneer deze beslissing de beslissing die in eerste instantie werd genomen, nietig verklaart.

Wanneer de ambtenaar, als gevolg van bijzondere omstandigheden, zijn ambt echter verder heeft uitgeoefend, zonder daardoor in overtreding te zijn met het decreet, kan de beslissing tot inruststelling geen uitwerking hebben op een vroegere datum dan de datum waarop hij feitelijk zijn ambt heeft neergelegd. Dit geldt ook als het gaat om een ambtenaar die beroep heeft ingesteld tegen een beslissing tot verklaring van lichamelijke ongeschiktheid en aan wie het verbod tot verdere uitoefening van zijn activiteiten door de RTBF niet werd opgelegd, waarbij de inruststelling niet kan geschieden na de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving aan de ambtenaar van de beslissing die in beroep werd getroffen.

§ 2. De ambtenaar wordt ongeschikt verklaard indien de RTBF, bij het verstrijken van een termijn van twaalf maanden ingaande op de datum waarop aan hem kennis werd gegeven van een definitieve beslissing waarbij hij ongeschikt werd verklaard voor de uitoefening van zijn ambt maar geschikt voor de uitoefening van een ander ambt bij wijze van nieuwe dienst-aanwijzing, bevestigt dat het niet mogelijk was om hem een nieuwe dienst-aanwijzing te geven.

Art. 9. Aan de tot het tijdelijk pensioen toegelaten ambtenaar kan de mogelijkheid worden gegeven om aan een nieuw medisch onderzoek te worden onderworpen als ten minste zes maanden zijn afgelopen sedert het voorgaande onderzoek.

De bevoegde medische overheid kan te allen tijde beslissen de ambtenaar opnieuw te onderzoeken. Ze wordt hoe dan ook ertoe gehouden een nieuw onderzoek te doen ondergaan tussen de zesde en de derde maand die aan de datum van het einde van de periode van twee jaar voorafgaat.

Art. 10. Het tijdelijk pensioen wordt definitief bij het verstrijken van de periode van twee jaar, indien de ambtenaar niet opnieuw in dienst werd genomen of niet op het punt staat een nieuwe dienstaanwijzing te krijgen.

Art. 11. Indien degene die een tijdelijk pensioen geniet opnieuw in dienst wordt genomen en zijn ambt blijft uitoefenen tot de leeftijd van het rustpensioen, komt de periode gedurende welke hij zijn tijdelijk pensioen heeft genoten in aanmerking voor de toekenning en de berekening van zijn nieuw pensioen.

Art. 12. De ambtenaar aan wie van een in eerste instantie door de bevoegde medische overheid getroffen beslissing kennis werd gegeven, kan, binnen tien dagen na verzending van de kennisgeving, vragen dat de medische redenen voor die beslissing hem worden medegedeeld.

Indien hij het met de hem medegedeelde redenen niet eens is, wordt hij ertoe gehouden, op straffe van verval, binnen tien dagen na verzending van de kennisgeving aan hem, zich uitsluitend naar één van de twee volgende procedures te schikken :

— ofwel aan de bevoegde medische overheid een aanvraag richten om onderzocht te worden door een geneesheer die hij aanwijst, met raadpleging van de onder de bevoegde medische overheid ressorterende geneesheer die hem heeft onderzocht. De raadpleging geschiedt op de plaats van het onderzoek, of in de woonplaats van de betrokkene indien deze zich niet kan verplaatsen;

— ofwel aan de bevoegde medische overheid een uitvoerig verslag richten, opgemaakt door een geneesheer die hij aanwijst, waarin een antwoord wordt gebracht op de argumenten van medische aard waarop de beslissing steunt.

Bij de eerste procedure nemen de aanwezige geneesheren in een enig verslag het resultaat van hun onderzoeken, en, in voorkomend geval, de punten waarover ze het met elkaar niet eens konden worden, op.

Bij de tweede procedure neemt de bevoegde medische overheid, zo nodig na onderzoek van de ambtenaar, in een afzonderlijk verslag, haar eigen vaststellingen en bevindingen op.

De bevoegde medische overheid geeft aan de ambtenaar kennis van haar in beroep getroffen beslissing binnen dertig dagen na de indiening van de aanvraag om raadpleging of de verzending van het uitvoerig verslag.

Indien de beroepsprocedure niet tot een akkoord tussen de partijen leidt, komt het de ambtenaar toe de zaak voor de bevoegde rechtbanken te brengen.

Art. 13. § 1. De ambtenaar die de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt, wordt van ambtswege tot het pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid toegelaten op de eerste dag van de maand die volgt op die gedurende welke hij, zonder definitief als ongeschikt te zijn erkend, sedert zijn zestigste verjaardag, ofwel door verlof, ofwel door beschikbaarheid, ofwel door beide, 365 dagen afwezigheid wegens ziekte, of 548 dagen, als het gaat om een oorlogsinvalide, telt.

Voor de berekening van de in het eerste lid bedoelde termijnen van 365 en 548 dagen, dient geen rekening te worden gehouden met :

1° de afwezigheden veroorzaakt door een arbeidsongeval, door een ongeval op de weg naar of van het werk of door een beroepsziekte;

2° de halve dagen gedurende welke de ambtenaar afwezig mag zijn ter uitvoering van een reglementaire regeling van verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, waarbij het aantal halve dagen tot 180 beperkt is.

§ 2. Paragraaf 1 is eveneens toepasselijk op de ambtenaar die tot het tijdelijk pensioen werd toegelaten. Te dien einde wordt het tijdelijk pensioen, voor de berekening van de termijnen van 365 en 548 dagen, gelijkgesteld met een afwezigheid wegens ziekte.

§ 3. De inruststelling wegens lichamelijke ongeschiktheid van de ambtenaar die de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt en die door de medische overheid als voorgoed ongeschikt wordt erkend, wordt, als hij het aantal dagen afwezigheid wegens ziekte niet heeft uitgedaan waarop het statuut hem recht geeft, uitgesteld tot de eerste dag van de maand die volgt op die gedurende welke hij die zal hebben uitgedaan, uiterlijk tot de eerste dag van de maand die volgt op die gedurende welke die afwezigheden het aantal 365 dagen sedert zijn zestigste verjaardag of 548 dagen indien het om een oorlogsinvalide gaat, zullen hebben bereikt.

TITEL II. — De berekening van het pensioen

Art. 14. Elk jaar diensten en periodes die in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen telt in verhouding tot 1/55ste van de bruto totale gemiddelde bezoldiging van de laatste vijf activiteitsjaren.

De in aanmerking komende diensten en periodes worden in kalendermaanden geteld; de dagen die, in het totaal, geen maand uitmaken, worden niet meegerekend.

Indien een periode van onderbreking van de beroepsloopbaan, verminderde prestaties of beschikbaarheid met wachtdeldeel uitmaakt van de periode die in aanmerking komt voor de vaststelling van de wedden die tot grondslag dienen voor de berekening van het rustpensioen, wordt rekening gehouden met de wedde die de ambtenaar zou hebben genoten indien hij in dienst was gebleven.

Art. 15. Van de bruto totale bezoldiging in de zin van dit decreet maken deel uit : de wedde, de haard- en standplaatstoelage, de directievergoeding berekend volgens de bedragen die in 1945 werden vastgesteld door de Raad van Beheer van het NIR en die sedert 1953 aan het indexcijfer gekoppeld zijn, de waarnemingsvergoeding en de compensatieloelage.

De Regering kan de in § 1 bedoelde opsomming aanvullen met de opgave van andere gelijkaardige toelagen of vergoedingen.

Art. 16. De berekening van het pensioen wordt te allen tijde vastgesteld op grond van de bruto totale bezoldiging die verschuldigd is aan een in werkelijke dienst zijnde ambtenaar met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit.

TITEL III. — Gewaarborgde minimumbedragen van het pensioen

Art. 17. Deze titel is niet van toepassing op de personen die een pensioen genieten dat wordt toegekend uit hoofde van de uitoefening van een bijbetrekking.

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Art. 18. Voor de toepassing van deze titel, wordt verstaan onder :

1° « bijbetrekking », de betrekking die rechten verleent of zou verlenen op een pensioen vastgesteld overeenkomstig Titel VI van dit decreet betreffende de diensten met onvolledige prestaties en waarvoor de in artikel 36 van dit decreet bedoelde verhouding lager is dan 5/10.

2° « alleenstaande gepensioneerde », de mannelijke of vrouwelijke gepensioneerde die ongehuwd, weduwnaar of weduwe, uit de echt gescheiden is of van tafel en bed en van goederen gescheiden is.

3° « gehuwde gepensioneerde », iedere andere gepensioneerde.

4° « gewaarborgd minimumbedrag », het minimumbedrag van het pensioen waarop een persoon aanspraak kan maken bij toepassing van deze titel.

5° « bijslag », het bedrag dat bij het nominale cijfer van het pensioen komt om het gewaarborgd minimumbedrag te bereiken.

6° « gewaarborgde bezoldiging », de bezoldiging bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries, toegekend aan de ambtenaren die, inzake sociale zekerheid, uitsluitend onder de regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector geneeskundige verzorging, vallen.

HOOFDSTUK II. — Minimumbedragen van de rustpensioenen

Afdeling 1. — Rustpensioenen wegens leeftijd en anciënniteit

Art. 19. Voor de ambtenaren die wegens hun leeftijd of hun anciënniteit in ruste worden gesteld en die de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, wordt het gewaarborgd minimumbedrag vastgesteld op :

- 357 843 frank per jaar voor een alleenstaande gepensioneerde;
- 447 304 frank per jaar voor een gehuwde gepensioneerde.

Afdeling 2. — Rustpensioenen wegens lichamelijke ongeschiktheid

Art. 20. Voor de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid in ruste worden gesteld of die overeenkomstig artikel 13 van dit decreet van ambtswege in ruste worden gesteld, wordt het gewaarborgd minimumbedrag vastgesteld op :

- 50 pct. van de bruto totale gemiddelde bezoldiging van de laatste vijf jaar van de loopbaan van een alleenstaande gepensioneerde;
- 62,5 pct. van die bruto totale gemiddelde bezoldiging voor een gehuwde gepensioneerde.

De verhogingen van het oorspronkelijk bedrag van het pensioen die na de datum waarop het pensioen ingaat, worden verricht als gevolg van de evolutie van de bruto totale bezoldiging, leiden tot een evenredige verhoging van de in § 1 bedoelde bruto totale gemiddelde bezoldiging.

Wanneer de in § 1 bedoelde bruto totale gemiddelde bezoldiging lager is dan 715 687 frank, wordt ze op dat bedrag gebracht.

Het gewaarborgd minimumbedrag van het pensioen toegekend wegens lichamelijke ongeschiktheid kan noch hoger zijn dan 75 pct. van het maximum van de baremaschaal verbonden aan de laatste graad waarvan de betrokkene titularis was voordat hij in ruste werd gesteld, noch hoger zijn dan 100 pct. van de gewaarborgde bezoldiging als het gaat om een alleenstaande gepensioneerde of 125 pct. van die bezoldiging als het gaat om een gehuwde gepensioneerde.

Art. 21. De personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid in ruste werden gesteld of overeenkomstig artikel 13 van dit decreet van ambtswege in ruste werden gesteld, en die de voorwaarden vervullen om in aanmerking te kunnen komen voor het in artikel 19 bedoelde minimum, krijgen dat minimum indien het gunstiger is dan het minimum waarop ze aanspraak zouden kunnen maken bij toepassing van artikel 20.

De in lid 1 bedoelde personen die het genot van de bepalingen van artikel 19 hebben bekomen, kunnen later de bepalingen van artikel 20 niet meer genieten.

Art. 22. Wanneer gehuwde gepensioneerden, ieder afzonderlijk, recht hebben op één van de in de artikelen 19 of 20 bedoelde gewaarborgde minimumbedragen, kan alleen de echtgenoot die op het hoogste gewaarborgde minimumbedrag recht heeft, of, indien dat bedrag gelijk is voor ieder van de echtgenoten, degene voor wie het nominale cijfer van het pensioen het laagste is, het voordeel van die bepalingen genieten.

Art. 23. § 1. De in de artikelen 19 en 20 bedoelde bedragen worden aan het indexcijfer 138,01 van de consumptieprijzen gekoppeld. De in artikel 19 bedoelde bedragen alsook de uit de toepassing van artikel 20 voortvloeiende bijslag variëren op grond van de evolutie van dat indexcijfer op dezelfde wijze als de rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Schatkist.

§ 2. De in de artikelen 19 en 20 bedoelde bedragen kunnen door de Regering binnen de perken van de perekwatie van de barema's worden verhoogd.

Art. 24. Het genot van de bepalingen van dit hoofdstuk wordt van ambtswege toegekend.

HOOFDSTUK III. — Bijslag toegekend in de wet van zware handicap

Art. 25. § 1. Er wordt een forfaitaire bijslag van 49 020 frank per jaar, die komt bij het nominale cijfer of het gewaarborgd minimumbedrag van het pensioen, toegekend aan de ambtenaren die in ruste worden gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid als gevolg van een zware handicap die tijdens de loopbaan is ontstaan en waardoor ze definitief uit de dienst werden verwijderd. Die bijslag wordt ook toegekend aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 13 van dit decreet van ambtswege in ruste werden gesteld en voor wie de afwezigheden wegens ziekte voorafgaan aan de inruststelling die het gevolg is van hun zware handicap.

Alleen de personen voor wie het verlies van de graad van zelfredzaamheid als gevolg van de zware handicap op ten minste 12 punten is vastgesteld volgens de wijze van evaluatie bedoeld bij het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming, genieten de bepalingen van het eerste lid.

§ 2. De Regering stelt de nadere regels alsook de procedure voor de toekenning van de in § 1 bedoelde bijslag vast. Zij kan het bedrag van die bijslag binnen de perken van de perekwatie van de barema's verhogen.

Art. 26. De in artikel 25 bedoelde bijslag wordt aan het indexcijfer 138,01 van de consumptieprijzen gekoppeld en varieert op grond van de evolutie van dat indexcijfer op dezelfde wijze als de rustpensioenen ten laste van de Schatkist.

TITEL IV. — Maximumbedragen van het rustpensioen

Art. 27. Het rustpensioen kan niet hoger zijn dan 75 pct. van de bruto totale bezoldiging die als basis dient voor zijn uitbetaling. De tijdsbonificaties die worden toegekend uit hoofde van gevangenneming, deportatie, militaire diensten in oorlogstijd en daarmee gelijkgestelde diensten, hebben echter uitwerking binnen de uiterste grens van 90 pct. van die wedde.

Het pensioen, met inbegrip van voormelde bonificaties, kan bovendien het bedrag van 1 891 245 frank niet overschrijden. Dit bedrag wordt gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van de consumptieprijzen en varieert op grond van de evolutie van dat indexcijfer op dezelfde wijze als de rustpensioenen ten laste van de Schatkist.

Art. 28. Het in artikel 27 bedoelde maximumbedrag van 1 891 245 frank kan door de Regering binnen de perken van de perekwatie van de barema's worden verhoogd.

TITEL V. — *Bonificaties wegens diploma's*

Art. 29. Voor diploma's van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs, en van het hoger technisch, kunst- of zeevaartonderwijs met volledig leerplan, overeenstemmend met een studie die twee jaar of meer duurt, kan een tijdsbonificatie worden toegekend, indien het bezit van die diploma's een voorwaarde is geweest waaraan de betrokkene ofwel bij zijn aanwerving ofwel naar aanleiding van een latere benoeming heeft moeten voldoen.

Genieten ook een tijdsbonificatie, de ambtenaren die in het bezit zijn van die diploma's en die na een examen van het universitair niveau in de graad van journalist of producer werden aangeworven of benoemd.

Voor diploma's van het dagonderwijs die, toen ze werden behaald, niet werden uitgereikt door één van de in lid 1 bedoelde hoger onderwijsvormen, maar die, op 1 januari 1970 op dat onderwijsniveau worden uitgereikt, kan ook een tijdsbonificatie worden toegekend, voor zover :

1^o die diploma's werden behaald na een studie waarvan de toelatingsvoorwaarden en de duur het de houders van die diploma's niet mogelijk maken of zouden hebben gemaakt vóór de leeftijd van 19 jaar in dienst te treden;

2^o het bezit van die diploma's een voorwaarde is geweest waaraan de betrokkene heeft moeten voldoen om een ambt te bekleden dat in verband staat met de aard van de gevolgde studie.

De ambtenaren die werden benoemd bij toepassing van het koninklijk besluit van 2 april 1979 betreffende de rekrutering voor bepaalde graden bij de RTBF, en die houder zijn van een diploma vereist voor de werving in die graad, genieten de voor deze titel bepaalde bonificatie.

Art. 30. De bonificatie is gelijk aan het minimumaantal studiejaren dat vereist is voor het behalen van het diploma. Ze kan evenwel enkel langer zijn dan vier jaar indien, voor de uitoefening van een gespecialiseerd ambt, een diploma vereist was waarvoor een langere studie noodzakelijk was.

De overeenkomstig artikel 29, lid 3, toegekende bonificatie kan niet twee jaar overschrijden.

Art. 31. § 1. Indien de betrokkene gedurende de gehele of gedeeltelijke duur van zijn studie civiele of militaire diensten en ermee gelijkgestelde diensten heeft gepresteerd die in aanmerking komen voor de berekening van zijn pensioen, wordt de duur van die diensten die met de periode van de studie samenvalt, afgetrokken van de duur van de studie die in aanmerking komt voor de bonificatie.

Indien de betrokkene gedurende de gehele of gedeeltelijke duur van zijn studie een beroepsactiviteit heeft uitgeoefend die in aanmerking komt voor de berekening van een pensioen in één van de Belgische of buitenlandse stelsels van sociale zekerheid, of indien hij, ten aanzien van één van die stelsels, door persoonlijke stortingen de duur van zijn studie geldig heeft gemaakt, dan wordt het deel van dat pensioen dat overeenstemt met de diensten die samenvallen met de periode van de studie of dat uit de geldigmaking voortvloeit, afgetrokken van de uit de bonificatie voortvloeiende pensioenvermeerdering.

In afwijking van het eerste lid, wordt de duur van de militaire diensten in oorlogstijd en gelijkgestelde diensten die werden verricht vóór de leeftijd van 19 jaar niet afgetrokken van de bonificatie.

§ 2. De duur, gevormd door de optelling van de bonificatie, eventueel verminderd bij toepassing van § 1, en van de werkelijke diensten van alle aard die na de leeftijd van 19 jaar werden verricht en die in de berekening van het pensioen worden geraamd, mag de duur niet overschrijden die loopt tussen de datum waarop de betrokkene de leeftijd van 19 jaar heeft bereikt en de datum waarop hij in ruste wordt gesteld.

Art. 32. De met de bonificatie vermeerderde duur wordt in aanmerking genomen zowel voor de bepaling van het recht op het pensioen als voor de vaststelling van zijn bedrag. Hij telt, per jaar, in verhouding tot 1/60 van de bruto totale bezoldiging die dient als basis voor de vaststelling van het pensioen.

Art. 33. Indien een diploma dubbel kan tellen in de berekening van éénzelfde pensioen, wordt één enkele tijdsbonificatie toegekend die, in voorkomend geval, berekend wordt volgens de bepalingen die de gunstigste uitwerking hebben.

TITEL VI. — *Diensten met onvolledige prestaties*

Art. 34. Voor de opening van het recht op het pensioen, wordt geen rekening gehouden met de tijdsvermindering die voortvloeit uit diensten met onvolledige prestaties die werden toegelaten overeenkomstig statutaire bepalingen.

De in artikel 5, 2^o, bedoelde diensten met onvolledige prestaties worden in aanmerking genomen in verhouding tot de breuk die ze uitmaken ten opzichte van dezelfde diensten met volledige prestaties.

Art. 35. Voor de berekening van de rustpensioenen, worden de diensten met onvolledige prestaties in aanmerking genomen in verhouding tot de breuk die ze vormen ten opzichte van dezelfde diensten met volledige prestaties.

Wanneer een ambtenaar echter een verlof heeft bekomen voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens ziekte of gebrekkigheid, wordt hij geacht gedurende dat verlof zijn onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet.

Wanneer de ambtenaar gedurende een periode ambten met onvolledige prestaties waarvoor een enig pensioen ten laste van de RTBF wordt toegekend, gelijktijdig heeft uitgeoefend, wordt de duur die in aanmerking te nemen is uit hoofde van die ambten gekregen door, voor elke periode gedurende welke de prestaties in de verschillende ambten constant zijn gebleven, de in het eerste lid bedoelde breuken betreffende elk van die ambten, op te tellen, waarbij het totaal voor elke in aanmerking genomen periode niet hoger kan zijn dan één.

Art. 36. Wanneer de periode die in aanmerking komt voor de vaststelling van het inkomen dat als basis dient voor de berekening van het pensioen, diensten met onvolledige prestaties telt, wordt, voor de vaststelling van dat inkomen, rekening gehouden met de wedden die betrekking hebben op dezelfde diensten met volledige prestaties.

Art. 37. Wanneer deze titel wordt toegepast voor de berekening van de rustpensioenen, moeten de in Titel IV bedoelde maximumbedragen worden vermenigvuldigd met de verhouding tussen de duur van de diensten met onvolledige prestaties en de niet verkorte duur van diezelfde diensten.

Art. 38. Voor de berekening van het rustpensioen toegekend wegens lichamelijke ongeschiktheid, worden de bij artikel 20 bedoelde percentages vermenigvuldigd met de verhouding tussen de duur van de diensten met onvolledige prestaties en de niet verkorte duur van die diensten, waarbij het inkomen dat als basis dient voor de berekening van het pensioen het bij artikel 37 bedoelde inkomen is.

De nieuwe percentages die worden gekregen bij toepassing van het eerste lid worden tot en met de vierde decimaal vastgesteld.

Art. 39. De artikelen 37 en 38 zijn echter niet van toepassing wanneer het totaal van de in aanmerking komende diensten gelijk is met ten minste twintig jaar diensten met volledige prestaties.

TITEL VII. — *Onmiddellijk of uitgesteld pensioen*

Art. 40. De ambtenaren die aan het einde van hun loopbaan zijn gekomen na de datum van inwerkingtreding van dit decreet, kunnen tot het pensioen worden toegelaten de eerste dag van de maand die volgt op de maand van hun zestigste verjaardag of de eerste dag van de maand die volgt op de ambtsneerlegging indien deze na die dag geschiedt, op voorwaarde dat zij ten minste vijf jaar diensten tellen die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het pensioen.

De eerste paragraaf is evenwel niet toepasselijk op de ambtenaren wier diensten een einde hebben genomen ten gevolge van afzetting en ontslagverlening bij wijze van tuchtstraffen.

Wanneer een ambtenaar aan het einde van zijn loopbaan is gekomen onder de in vorig lid bedoelde voorwaarden en hij in aanmerking komende diensten opnieuw presteert, kunnen alleen de diensten die werden gepresteerd vanaf de datum waarop het ambt opnieuw wordt uitgeoefend, in aanmerking komen voor de toekenning en de berekening van het rustpensioen.

Art. 41. Het pensioen dat ter uitvoering van artikel 40 wordt toegekend, valt onder de bepalingen die de rustpensioenen regelen in het stelsel van het in vast dienstverband benoemd personeel van de RTBF zoals het van kracht is op de datum waarop het pensioen ingaat.

Het kan echter alleen hoger zijn dan drie vierde van de bruto totale bezoldiging die als basis dient voor de uitbetaling ervan indien, voor de berekening van dat pensioen, tijdsbonificaties in aanmerking komen die worden toegekend uit hoofde van gevangenneming, deportatie, militaire dienst in oorlogstijd of een ermee gelijkgestelde dienst.

Art. 42. Voor de ambtenaren die niet twintig jaar diensten tellen die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het pensioen :

1° worden de diensten en periodes gedurende welke die personen zich rechten hebben verworven ofwel op een niet in artikel 40 bedoeld pensioen ofwel op een pensioen als ex-personeelslid van de kaders van Afrika, niet in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen;

2° tellen de in aanmerking komende diensten en periodes alleen voor hun enkele duur.

Art. 43. Voor de berekening van het krachtens deze titel toegekende pensioen, kan de Regering fictieve weddeschalen bepalen voor ambten die niet meer bestaan of waarvan de wedden niet de algemene evolutie van de bezoldigingen zouden hebben ondergaan.

Art. 44. Om het genot van deze titel te bekomen, moet een aanvraag worden ingediend die ten vroegste moet worden gericht binnen de twaalf maanden die voorafgaan aan de datum waarop het pensioen overeenkomstig artikel 40 moet ingaan.

Indien de aanvraag meer dan één jaar na die laatste datum wordt ingediend, gaat het pensioen de eerste dag in van de maand die volgt op de maand gedurende welke ze zal zijn ingediend.

Art. 45. Voor de ambtenaren die niet twintig jaar tellen die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het pensioen, met uitsluiting van de bonificatie toegekend voor een diploma, wordt de bij Titel V van dit decreet bedoelde tijdsbonificatie toegekend voor een diploma alleen in aanmerking genomen tot beloop van de verhouding tussen de duur van die in aanmerking komende diensten, die in jaren wordt uitgedrukt, en het getal twintig.

Art. 46. De bepalingen van Titel III zijn niet toepasselijk op de personen die een bij deze titel bedoeld pensioen genieten.

TITEL VIII. — *Bijzondere of overgangsbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Bijzondere bepalingen*

toepasselijk op de in vast dienstverband benoemde personeelsleden die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet

Art. 47. § 1. De ambtenaren die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet genieten verder de hierna vermelde bijzondere regels, die specifieke bestanddelen van hun vroegere regeling uitmaakten.

1° Die ambtenaren kunnen in de leeftijd van 65 jaar tot het rustpensioen worden toegelaten zodra zij tien jaar statutaire diensten in de RTBF tellen.

2° Elk jaar van de diensten en periodes die in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen wordt meegeteld in verhouding tot 1/55 van de bruto totale gemiddelde bezoldiging van de laatste twee activiteitsjaren.

3° De vrouwelijke ambtenaren die op 31 december 1960 in dienst waren in een betrekking van de RTB en die dertig jaar diensten of periodes tellen die in aanmerking komen bij toepassing van de regels waaruit hun regeling bestond, kunnen op hun aanvraag tot het pensioen worden toegelaten vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die van hun vijftigste verjaardag.

4° De diensten die worden beschouwd als betrekking in contractueel verband met volledige prestaties krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 april 1979 betreffende de rekrutering voor bepaalde graden bij de RTBF, worden, voor de ambtenaren die krachtens dat besluit werden benoemd, gelijkgesteld met in aanmerking komende diensten met volledige prestaties voor de opening van het recht op en de berekening van hun rustpensioen.

§ 2. Zolang de wet van 14 april 1965 overeenkomstig artikel 56 van dit decreet niet op de RTBF toepasselijk is gemaakt, worden de diensten die rechten kunnen verlenen op het rustpensioen in de verschillende pensioenregelingen vermeld in artikel 1 van die wet echter in aanmerking genomen zowel voor de opening van het recht op als voor de berekening van het pensioen, wanneer die diensten geen recht verlenen op een pensioen ten laste van één van die pensioenregelingen. Die diensten worden in aanmerking genomen in verhouding tot één zestigste, per dienstjaar, van de bruto gemiddelde bezoldiging van de laatste vijf dienstjaren.

**HOOFDSTUK II. — Bepalingen die toepasselijk zijn
op de ambtenaren die ontslag hebben genomen, werden afgezet of van hun ambt ontheven
vóór de inwerkingtreding van dit decreet**

Art. 48. De ambtenaren die ontslag hebben genomen vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet kunnen tot het pensioen worden toegelaten de eerste dag van de maand die volgt op hun vijfenzestigste verjaardag indien zij op de datum van hun ontslag tien jaar statutaire diensten en periodes tellen die hun recht hebben verleent op een activiteitswedde of een wachtgeld ten laste van de RTBF.

De artikelen 41, 42, 43, 44, 45, 46 en 47, § 1, van dit decreet zijn toepasselijk op dat pensioen.

Art. 49. De ambtenaar die werd afgezet of van zijn ambt ontheven bij wijze van tuchtmaatregel vóór de inwerkingtreding van dit decreet, bekomt, vanaf de datum van zijn aanvraag en ten vroegste de eerste dag van de maand die volgt op de maand gedurende welke hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt, het equivalent van het rustpensioen toegekend onder het stelsel van de werknemers, voor de diensten bedoeld in artikel 5, 1^o, die na 30 september 1953 werden gepresteerd in het NIR, in één van de instituten van de RTB, of in de RTBF.

**HOOFDSTUK III. — Bepalingen die toepasselijk zijn
op de ambtenaren die vóór de inwerkingtreding van dit decreet in ruste werden gesteld**

Art. 50. De bepalingen van Titel III, met uitsluiting van deze die in hoofdstuk III vervat zijn, zijn toepasselijk op de rustpensioenen die lopende zijn. Ze worden van ambtswege toegepast, met uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de toepassing van artikel 20, is de in aanmerking te nemen gemiddelde wedde de wedde van de laatste twee jaar; ze wordt vastgesteld op grond van de bruto totale bezoldiging die verschuldigd is aan een in werkelijke dienst zijnde ambtenaar die dezelfde graad en dezelfde anciënniteit heeft.

Dit artikel is niet van toepassing op de pensioenen toegekend aan ambtenaren die ontslag hebben genomen.

Bovendien vallen de pensioenen die lopende zijn vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet verder onder de bepalingen die van kracht waren vóór die datum.

HOOFDSTUK IV. — Tijdelijke bepalingen betreffende het pensioen vanaf 58 jaar

Art. 51. De ambtenaren die de leeftijd van 58 jaar hebben bereikt of zullen bereiken vóór 1 juli 1994 en die ten minste twintig jaar diensten en periodes tellen die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het pensioen, worden, op hun aanvraag, tot het pensioen toegelaten volgens de door dit hoofdstuk nader bepaalde regels.

Art. 52. De aanvraag om pensioen moet ten minste drie maanden vóór de datum waarop de ambtenaar tot het pensioen wenst te worden toegelaten, uiterlijk op 31 december 1994, worden ingediend.

Art. 53. § 1. Het ter uitvoering van dit hoofdstuk toegekende rustpensioen wordt vastgesteld op dezelfde wijze als voor de ambtenaar die zijn loopbaan werkelijk zou hebben voortgezet, in zijn laatste graad, tot de eerste dag van de maand die volgt op die van zijn zestigste verjaardag.

§ 2. Bovendien krijgt de ambtenaar, gedurende de periode die loopt tussen de dag waarop hij in ruste wordt gesteld en de eerste dag van de maand die volgt op zijn zestigste verjaardag, een pensioenbijslag.

Die pensioenbijslag is gelijk aan het verschil tussen zijn normale pensioen en 75 pct. van de bruto totale gemiddelde bezoldiging die tot grondslag dient voor de berekening van zijn pensioen.

Die pensioenbijslag wordt op dezelfde vervaldagen als het pensioen uitbetaald en valt onder dezelfde regels inzake perekwatie en indexering.

TITEL IX. — Bijzondere en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. Het vakantiegeld en de vergoeding wegens begrafeniskosten

Art. 54. De persoon die een rustpensioen geniet, heeft recht op een vakantiegeld voor elk refertejaar indien hij het pensioen gedurende dat jaar heeft ontvangen. Onder refertejaar wordt verstaan, het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar gedurende hetwelk het vakantiegeld moet worden uitbetaald.

De wijze van berekening van het vakantiegeld wordt bepaald door de Regering op grond van de wijze van berekening van het vakantiegeld toegekend aan de ambtenaren van de RTBF, waarbij rekening wordt gehouden met de verhouding die bestaat tussen het rustpensioen en de bruto totale gemiddelde bezoldiging zoals bepaald in de artikelen 14 en 15.

Het vakantiegeld wordt verminderd met één twaalfde voor elke maand van het refertejaar gedurende welke de ambtenaar het rustpensioen niet heeft ontvangen.

Art. 55. Bij het overlijden van de gepensioneerde, wordt een vergoeding ter compensatie van de begrafeniskosten, gelijk aan het bruto maandbedrag van het vóór het overlijden gestorte pensioen, uitbetaald ten gunste van de echtgenoot, die noch uit de echt gescheiden is noch van tafel en bed gescheiden is, of aan zijn erfgenamen in de rechte lijn.

Zijn er geen rechthebbenden bedoeld in het eerste lid, dan wordt die vergoeding uitbetaald ten gunste van iedere natuurlijke of rechtspersoon die het bewijs levert dat hij de begrafeniskosten heeft gedragen. In dat geval is de vergoeding gelijk aan de werkelijk gemaakte kosten maar kan het in lid 1 bedoelde bedrag niet overschrijden.

De vergoeding wegens begrafeniskosten kan nooit lager zijn dan de gewaarborgde minimummaandwedde in de openbare sector.

Er wordt een afhouding van 0,5 pct., bestemd voor de financiering van de vergoeding wegens begrafeniskosten, uitgetrokken op het brutobedrag van het pensioen.

HOOFDSTUK II. — Gemengde loopbaan, loopbaanonderbreking

Art. 56. De wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector zal toepasselijk zijn op de pensioenen bedoeld bij dit decreet.

De wet van 14 april 1965 kan alleen worden toegepast bij een besluit van de Regering dat zal worden getroffen nadat die wet zal zijn aangepast om die op de RTBF toepasselijk te maken.

Art. 57. De wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector zal toepasselijk zijn op de pensioenen bedoeld bij dit decreet.

De wet van 5 augustus 1968 kan alleen worden toegepast bij een besluit van de Regering dat zal worden getroffen nadat die wet zal zijn aangepast om die op de RTBF toepasselijk te maken.

Art. 58. Onverminderd de eventuele toepassing van de bepalingen van de wet van 5 augustus 1968, wanneer een ambtenaar onder de pensioenregeling voor werknemers is gevallen gedurende een periode tijdens welke hij diensten heeft gepresteerd die in aanmerking komen voor de berekening van zijn pensioen, dan trekt de RTBF van het rustpensioen dat haar ten laste valt het bedrag af van het rustpensioen waarop de ambtenaar recht heeft ten laste van de instelling voor sociale zekerheid voor die periode.

Art. 59. Het vrijwillig ontslag brengt het verlies van het recht op het rustpensioen met zich mede wanneer alle voorwaarden voor de opening van dat recht niet vervuld zijn.

De ambtenaren wier diensten een einde hebben genomen als gevolg van afzetting of ontslag bij wijze van tuchtmaatregel, verliezen hun recht op het rustpensioen.

Die ambtenaren kunnen evenwel de bij artikel 49 bedoelde bepalingen genieten totdat de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector op de RTBF toepasselijk zal zijn.

Indien de loopbaan van een persoon een einde nam in de in lid 2 bepaalde voorwaarden en indien de persoon opnieuw diensten presteert die in aanmerking komen, kunnen alleen de diensten die werden gepresteerd vanaf de datum waarop hij opnieuw zijn ambt uitoefende, in aanmerking komen voor de toekenning en de berekening van het rustpensioen.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 60. Op advies van het paritair comité voor het beheer van het Fonds voor pensioenen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 18 mei 1992 tot oprichting van een Fonds voor de pensioenen van de vast benoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » en hun rechthebbenden, beslist de raad van bestuur van de RTBF over de toekenning van de pensioenen bedoeld bij dit decreet.

De pensioenen worden, vooruit, maandelijks afbetaald. Ze zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en variëren op grond van de evolutie van dat indexcijfer, op dezelfde wijze als de rustpensioenen ten laste van de Schatkist.

Op aanvraag van een ambtenaar kan de raad van bestuur de uitbetaling van het rustpensioen waarop hij krachtens dit decreet recht heeft, geheel of gedeeltelijk schorsen.

Art. 61. De raad van bestuur van de RTBF wijst de bevoegde medische overheid in de zin van de bepalingen van Titel I, hoofdstuk II aan, en stelt het procedureglement vast.

Art. 62. Aan het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », gewijzigd bij het decreet van 18 mei 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 2, § 1, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° hetzij overleden is na definitief de dienst te hebben verlaten, indien hij (zij) vijf jaar diensten en periodes die in aanmerking komen voor de berekening van het overlevingspensioen, telt. »;

2° artikel 10, § 3, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De totale bezoldiging in de zin van de vorige paragrafen is de bezoldiging bepaald bij artikel 15 van het decreet betreffende de rustpensioenen toegekend aan de ambtenaren van de « RTBF »;

3° artikel 13 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. Het pensioen toegekend aan elk van de gescheiden echtgenoten wordt berekend door het bedrag van het overlevingspensioen waarop hij als overlevende echtgenoot recht zou hebben, te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller gevormd wordt door alle in aanmerking te nemen diensten en periodes die de duur van het huwelijk beslaan, en waarvan de noemer gevormd wordt door alle in aanmerking te nemen diensten en periodes, waarbij het gedeelte van de maanden waaruit die gehelen zouden bestaan, niet zou worden meegerekend. »;

4° artikel 14 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. Indien, bij het overlijden van de ambtenaar, er een gescheiden echtgenoot die zijn rechten op het pensioen tijdig heeft laten gelden en een overlevende echtgenoot naast elkaar bestaan, wordt over die gerechtigden een globaal overlevingspensioen verdeeld dat berekend wordt overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 15.

Het gedeelte van dat globaal pensioen dat aan de gescheiden echtgenoot wordt toegewezen, is gelijk aan het pensioen dat uit artikel 13 voortvloeit.

Voor de berekening van het globaal pensioen alsook van het gedeelte dat aan de gescheiden echtgenoot wordt toegewezen, wordt rekening gehouden met de bepalingen van artikel 9, § 1, leden 3 en 4, ongeacht de echtgenoot die het in die leden bedoelde voordeel geniet.

Het gedeelte van het pensioen dat aan de overlevende echtgenoot wordt toegewezen, is gelijk aan het verschil tussen het globaal pensioen en het gedeelte dat aan de gescheiden echtgenoot toekomt.

Het pensioen van de overlevende echtgenoot wordt niet gewijzigd in geval van vermindering of van schorsing van het pensioen toegekend aan de gescheiden echtgenoot krachtens artikel 13, of in geval van overlijden van deze. »;

5° artikel 25 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 25. Indien er, bij het overlijden van de ambtenaar, een overlevende echtgenoot en vaderloze en moederloze wezen die niet gesproken zijn uit die echtgenoot en de overleden ambtenaar, naast elkaar bestaan, wordt een overlevingspensioen toegekend dat wordt berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 15. Dit pensioen wordt verdeeld over de betrokkenen naar verhouding van de pensioenen die de echtgenoot, enerzijds, en alle wezen, anderzijds, afzonderlijk beschouwd, zouden hebben gekregen, zonder dat de ene of de anderen een pensioen zouden kunnen krijgen dat hoger zou zijn dan het pensioen dat zij afzonderlijk zouden hebben gekregen. »;

6° artikel 26 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 26. Indien er, bij het overlijden van de ambtenaar, een gescheiden echtgenoot en vaderloze en moederloze wezen die niet gesproken zijn uit die echtgenoot en de overleden ambtenaar, naast elkaar bestaan, wordt een pensioen toegekend dat wordt berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 15. Dit pensioen wordt verdeeld over de betrokkenen naar verhouding van de pensioenen die de gescheiden echtgenoot, enerzijds, en alle wezen, anderzijds, afzonderlijk beschouwd, zouden hebben gekregen, zonder dat de ene of de anderen een pensioen zouden kunnen krijgen dat hoger zou zijn dan het pensioen dat zij afzonderlijk zouden hebben gekregen. »;

7° in titel III wordt een artikel 30bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30 bis. Het pensioen wordt te allen tijde berekend op grond van de bruto totale bezoldiging die verschuldigd is aan een in werkelijke dienst zijnde ambtenaar die dezelfde graad en dezelfde anciënniteit heeft. »;

8° artikel 34, § 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Als de overleden ambtenaar viel onder de pensioenregeling voor werknemers voor een periode tijdens welke hij diensten heeft gepresteerd die in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen, trekt de RTBF van het overlevingspensioen dat haar ten laste is het bedrag af van het overlevingspensioen waarop de rechthebbende aanspraak kan maken ten laste van de instelling voor sociale zekerheid voor bedoelde periode. »

Art. 63. Het reglement van het rustpensioen voor de toekenning van een rustpensioen ten laste van de RTBF en het decreet van 15 oktober 1991 tot bepaling van de voorwaarden betreffende de leeftijd voor de inruststelling van de personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » worden opgeheven.

Art. 64. Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van Hoofdstuk IV van Titel VIII, dat met ingang van 1 januari 1992 uitwerking heeft, van Hoofdstuk I van Titel VIII, dat met ingang van 6 oktober 1993 uitwerking heeft, en van Titel V, waarvan de inwerkingtreding door de Regering wordt vastgesteld.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 november 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en van Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport.

E. TOMAS

F. 93 — 2880

**29 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
octroyant une subvention au Fonds intersyndical de l'Aide sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret-programme du 26 juin 1992;

Vu le décret du 21 décembre 1992 concernant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1993;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 octobre 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 21 octobre 1993;

Considérant que la liquidation de la prime syndicale, prévue par le décret-programme et octroyée à charge des crédits du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées, doit être réglée immédiatement,

Arrête :

Article 1er. Une subvention de 3 230 000 francs pour l'année de référence 1992 est allouée au Fonds intersyndical de l'Aide sociale (F.I.A.S.), sis rue Haute 42, à 1000 Bruxelles, (compte bancaire 068-2086645-08). Cette subvention est imputée à l'article 60.02 A — section particulière, secteur Affaires sociales — du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1993, aux fins de permettre l'octroi d'une prime syndicale aux membres du personnel des institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, pour autant que ces personnes aient la qualité d'affiliés cotisants auprès d'une des organisations syndicales représentées à la Commission paritaire n° 319 et considérées, dès lors, comme organisations syndicales représentatives.

Art. 2. Les primes syndicales sont payées aux personnes citées à l'article 1er dans la limite des crédits disponibles et, sauf cas de force majeure, dans le courant de l'année qui suit celle du paiement de leurs cotisations — dénommée « année de référence », à savoir l'année de référence 1992.

Art. 3. Les éléments suivants sont fixés, *mutatis mutandis*, en concordance avec les dispositions réglementaires y relatives dans le secteur public :

- le montant de la prime annuelle;
- ses conditions d'octroi et les modalités de sa réduction éventuelle;
- la présentation et les mentions du formulaire de demande;
- le montant forfaitaire des frais administratifs de fonctionnement.